

UNE MONNAIE EN TRANSITION

PAR

Joseph BOUMENDIL

Université de Picardie Jules Verne, CREPPRA - ROSES

Le marché et la monnaie, couple conceptuel pour le moins fondamental ! Question théorique fort ancienne et, pourtant, toujours débattue ! Question réactualisée à la lumière neuve des pays ex-socialistes. Ces pays ont en effet entrepris une marche originale de (ré)implantation du marché au sein des sociétés profondément délabrées par quelques décennies “d’expériences” dites socialistes.

Question aussi dont il serait regrettable d’atténuer la troublante étrangeté. Après des millénaires d’histoire(s) monétaire(s) et d’économie(s) marchande(s), à l’aide de quelle grille théorique peut-on essayer de relever cet incroyable défi : rendre compte de la “monétisation” de systèmes économiques non pas perdus dans la forêt amazonienne, mais logés à nos portes, au cœur de la vieille Europe ?

Questions dérangeantes, certes : comment qualifier les roubles ou les zlotys que nous avons naguère, touristes, utilisés à Moscou ou Varsovie ? Quel statut théorique accorder à l’unité de compte que nous utilisons, soviétologues pressés, pour évaluer les “performances” de nos “amis” soviétiques ? Et surtout, à présent, comment expliquer que la deuxième puissance nucléaire éprouve de telles difficultés à se doter de l’arme monétaire en même temps que d’un vrai marché qui la rende, enfin, digne d’entrer dans le club (pourtant guère fermé) des “économies de marché” ?

Question intéressante aussi si l'on veut bien se souvenir que la théorie économique (même la plus moderne) n'a pas encore complètement résolu le lancinant problème de l'intégration de la monnaie dans la théorie de l'équilibre général.

Si bien que l'étrangeté (apparente ?) de la première question rejoint la difficulté de la seconde. Les transformations économiques entreprises à l'Est de l'Europe actualisent donc un débat théorique vivant.

Il s'agit en l'occurrence d'élucider les conditions auxquelles doivent satisfaire les systèmes précédemment planifiés pour que leur nouvelle organisation économique mérite la qualification "d'économie monétaire". Cette élucidation est, on l'a compris, indissociable d'une mise au point sur l'état d'avancement de la théorie contemporaine de l'équilibre général. Cette référence nous paraît la plus appropriée pour cet éclairage théorique, non pas en raison d'un choix théorico-idéologique, mais dans la mesure où nous sommes là dans le champ conceptuel par excellence où se déploie, de la façon la plus pertinente, la question du lien entre le marché et la monnaie, qui est également l'équation "politique" posée à ces économies de l'Est..., et qui est ici **notre question**.

Notre tâche consistera donc, après avoir posé le cadre théorique de référence axé sur la réflexion concernant la monnaie dans les processus d'échange décentralisés, à rappeler en quoi l'économie centralement planifiée ne relevait pas de la définition d'une économie monétaire, avant de faire enfin l'analyse des difficultés rencontrées par la Russie en particulier pour se doter des outils et des institutions nécessaires à la construction d'une économie monétaire.

I - LA MONNAIE ET LE PLAN

Dans les économies centralement planifiées (ECP), circulait un instrument d'échange (limité d'ailleurs strictement aux frontières des Etats) qui servait également d'unité de compte et qui était identifié, sans doute abusivement, comme **monnaie**.

Pour décider, aussi rigoureusement que possible, de la légitimité de cette qualification (de monnaie), le détour théorique évoqué plus haut nous paraît nécessaire. Il s'agit de tenter de fournir un éclairage sur le rôle de la monnaie dans une économie d'échanges décentralisés. Un éclairage suffisant, au moins pour fonder une analyse de la situation actuelle des pays en transition dans la monétisation de leurs économies.

A) La monnaie dans un système d'échanges décentralisés

Du point de vue de la théorie, tout commence avec le système d'équations walrasien. Système d'équilibre général qui traduit l'interdépendance de tous les marchés. Le système d'équations conduit de fait à une identité qui traduit la nullité de la sommation des excès de demande. Egalité comptable soumise à la seule condition du respect de la contrainte budgétaire au niveau de chaque agent (Diatkine S., 1995, pp. 63 et sq). Pour éviter la redondance de la n^{ème} équation, Walras pose que cette marchandise sera le numéraire, c'est-à-dire l'unité de compte, ce qui donne bien alors un système de (n-1) équations à (n-1) inconnues¹.

Ce n'est pas le lieu, bien sûr, de retracer ici tous les débats du siècle écoulé autour de la théorie de l'équilibre walrasien. La question qui nous intéresse ici est celle de la centralisation du processus. Arrêtons-nous à l'apport riche et stimulant d'Ostroy et Starr (1991, p. 9 et sq). Leur point de départ, c'est l'hypothèse, fondée au demeurant, que tous les agents ne peuvent accéder en même temps à la chambre de compensation dans laquelle le secrétaire de marché garantit l'équilibre des transactions.

La solution sera de conserver en mémoire ou d'enregistrer les transactions individuelles. Mais la mise en application de ce principe excède les possibilités et la capacité du commissaire-priseur. Nous sommes dans une impasse. Or cette impasse est liée à la contrainte de la centralisation. Dans la pratique, il s'avère impossible de gérer les transactions sur un mode entièrement centralisé.

Il faut envisager les transactions sur un mode décentralisé et se libérer de l'hypothèque de la simultanéité pour les envisager sur un mode séquentiel. La conclusion d'Ostroy et Starr (1991, p. 30 et sq), est qu'il y a une solution d'équilibre sur un mode centralisé à condition de se donner une règle d'échange qui requiert une quantité d'information portant sur tous les échangistes... ou bien une solution décentralisée qui ne requiert pas plus d'information que la paire d'échangistes et dans ce cas le recours à la monnaie est indispensable car il réduit d'emblée la quantité d'information requise pour la réalisation de l'échange. La monnaie apparaît donc clairement comme la condition des échanges décentralisés, dans la mesure où elle conserve l'information sur les transactions passées et où "*par sa capacité à mémoriser et à transmettre l'information, (elle) met les différentes périodes et lieux d'échange en relation*"².

1. Walras précisait bien que l'on passait, à ce stade, à une "*fonction d'utilité (...) non plus en nature, mais en monnaie*" (Walras, p. 299). Se reporter également à Lepage (J.-M.) (1991), p. 70-71, Cartelier (J.) (1991) et de Vroey (M.) (1987).

2. Raineau (L.) (1996-1), p. 9.

Le paradoxe, souligné par de M. de Vroey (1987, p. 780), est que *“le tâtonnement walrasien (...) d'un côté respecte (...) la liberté des agents (...). D'autre part il implique une discipline sociale extrêmement sévère, puisque, tant que l'équilibre n'est pas réalisé, aucune transaction n'est autorisée”*. *“Le système walrasien est à la fois une économie de contrats privés et une économie planifiée”* (ibid., p. 781).

La monnaie c'est aussi le système de paiement. Dans une économie où *“l'accord marchand ne suppose pas l'équilibre (...), les agents peuvent craindre (...) de se trouver en déficit ou en excédent à la clôture du marché”*³. Se pose alors le problème du règlement des soldes, *“qui n'est pas autre chose que la question de l'équivalence dans l'échange”* (p. 4). Ce règlement *“ne peut se faire en une «monnaie privée». Il exprime, en effet, une contrainte sociale, une règle commune, celle de l'équivalence dans l'échange. La contrainte monétaire est nécessairement sociale (...). Le système de paiement comprend non seulement une unité de compte nominale (le franc ou le rouble), mais également la définition du moyen légal de la transférer, i.e. un moyen légal de paiement”* (p. 26).

La monnaie fonctionne donc comme une véritable procédure sociale⁴ (et non comme une procédure de marché). Cette procédure, qui assure le règlement des soldes (en garantissant l'équivalence de l'échange) repose sur l'institut d'émission. En effet le règlement des soldes peut nécessiter le recours au crédit et donc à un simple intermédiaire financier (banque) dont la fonction est de détenir l'information nécessaire sur la solvabilité des débiteurs. Et c'est la Banque Centrale (BC) qui, jouant à son tour un rôle équivalent à l'égard des banques en tant que *“prêteur en dernier ressort”*, fixe le niveau du taux d'intérêt, i.e. le prix auquel les agents créditeurs accepteront de reporter les soldes débiteurs.

L'apport de J. Cartelier est de montrer, à travers la notion de système de paiement, que c'est la cohérence des modèles de non-tâtonnement (modèles non-walrasiens) qui est en jeu et surtout que la monnaie doit être appréhendée comme un ensemble de règles destiné à opérer les transactions et ceci indépendamment de toute référence à un quelconque équilibre.

Le marché, en tant que processus qui rend compatible et coordonne les plans des agents, requiert aussi que la réalisation des transactions en déséquilibre soit concevable. L'intérêt de cette réflexion est de fonder rigoureusement le lien entre marché, monnaie et système de paiement, autant de notions qui nous aideront à comprendre le système économique russe actuel.

3. Cartelier (J.) (1991), p. 24.

4. Scialom (L.) et Zlotwski (Y.) (1994), p. 705.

Nous retiendrons, en conclusion sur ce point, qu'une économie de marché est nécessairement une économie monétaire, décentralisée et que l'équilibre est une notion dynamique qui implique des ajustements effectifs, eux-mêmes conditionnés par le recours à un système de paiements [Cartelier J. (1991), p. 30-31].

B) Le "système" bancaire soviétique

En contrepoint du cadre conceptuel qui vient d'être défini, il est certain que les ECP sont des économies où la monnaie ne joue en rien le rôle de coordination décentralisée des plans d'agents. On peut déjà ajouter à cette remarque que les effets de cette propriété négative se répercutent jusque dans la Russie actuelle (ce sera l'objet, plus tard, de notre IIème partie).

"Système" bancaire soviétique, l'expression peut paraître insolite. En effet le mot "système" est-il vraiment adapté, si l'on considère que "système" est synonyme de complexité, autrement dit d'arborescence de sous-systèmes interconnectés. Or nous sommes, en fait, avec l'ECP en présence d'une **organisation** au contraire "simplissime", c'est-à-dire tout sauf "complexe", qui peut se résumer en un mot : la **monobanque**.

Toute la structure et l'activité bancaires et monétaires reposent sur le monopole absolu de la Gosbank (Banque Centrale, BC), *i.e.* que toutes les transactions monétaires passent par la Gosbank, elle-même soumise à l'autorité du Gouvernement, émanation du parti. Donc organisation hyper-centralisée.

Il en résulte, comme corollaire évident que, jusqu'en 1987-88 (date des premières réformes gorbachéviennes) tous les organismes bancaires sont de simples relais de la Gosbank. En fait il faut dire que même après ces premières réformes, la Gosbank continue de contrôler très étroitement les trois "banques spécialisées" nouvellement créées : Stroïbank, Sberbank et Vneshtorgbank.

Tout le système était fondé sur des objectifs de redistribution planifiés non-marchands (des ressources) et obéissait (comme nous le verrons ci-dessous) à des mobiles essentiellement comptables. Ce "monosystème" excluait donc, par définition, tout type de banque indépendante et ne justifiait en rien le besoin d'une politique monétaire ou de crédit.

Double circuit

En termes de fonctionnement, ce système s'articulait sur une séparation nette entre circuit fiduciaire (*nalichnye*)⁵ et le circuit scriptural (*beznalichnye*)⁶.

5. Espèces (de *nalit*, verser). Cf Johnson (J.-E.) (1994), p. 976.

6. Règlement par compensation.

Cela signifie que la Gosbank alloue à l'entreprise, dans le cadre du plan, des ressources "scripturales" (qui n'ont en fait rien à voir avec ce que l'économie marchande reconnaît comme de la monnaie bancaire). La règle est que l'entreprise ne pouvait utiliser ces crédits que pour ses achats à d'autres entreprises d'État (sphère de la production), c'est-à-dire que cette monnaie ne pouvait absolument pas servir à payer des salaires ou à faire des achats hors du secteur socialiste. La monnaie fiduciaire, servant à payer les salaires, était puisée dans un autre sous-compte de l'entreprise à la banque qui, lui, était exclusivement affecté à cette fonction.

Les sous-comptes ne communiquent pas entre eux. "*La monnaie est étiquetée*", dit Kornai (1996, p. 167). Les différentes "monnaies" (la "monnaie-investissement", la "monnaie-salaire", etc.) sont séparées, elles ne peuvent être "converties" l'une dans l'autre. "La monnaie domestique est non-convertible" dans le pays lui-même, il s'agit d'une véritable "non-convertibilité interne" qui pèse lourdement sur la rigidité de l'économie.

Le système bancaire est finalement un simple moyen administratif d'orienter la monnaie vers les entreprises d'État (et le financement des dépenses publiques).

C) Rôle passif de la monnaie

Il résulte de ce qui précède que la monnaie dans le système de type soviétique joue un rôle passif. Cette propriété a été mise en valeur avec force par J. Kornai, qui a montré que ce système ignore la contrainte budgétaire dure. Cette loi s'applique automatiquement et universellement à toute entreprise dont les coûts sont supérieurs aux recettes ; cette entreprise est créditée de subventions gouvernementales qui rétablissent l'équilibre comptable et, à l'inverse, un excédent de recettes sur les coûts ne reste pas à la disposition de l'entreprise, mais est versé au budget de l'État.

Le bilan financier apparaît alors comme une simple identité comptable ex-post. Si l'entreprise ne paie pas un fournisseur, elle est simplement considérée dès lors comme titulaire d'un "emprunt" (plus ou moins forcé) à l'égard du fournisseur. L'identité de bilan reste (toujours) vérifiée puisque la rubrique "emprunt" contient d'un côté le crédit accordé "volontairement" par le fournisseur, mais aussi le crédit forcé lié à la violation du contrat de paiement (Kornai J., 1984, p. 283).

On déduit de là que l'offre de monnaie s'ajuste passivement à la demande du secteur des entreprises. Cette contrainte budgétaire lâche qui s'applique à ce secteur productif est, à l'évidence, synonyme de passivité de la monnaie dans le domaine d'activité de la firme. La monnaie est, ici, véritablement "neutre", non pas au sens de la théorie classique (où cette "neutralité" est sur-

tout invoquée pour fonder la théorie de l'équilibre qui ne peut être qu'un équilibre "naturel", *i.e.* qui trouve son unique fondement dans le domaine des biens et services "réels", concrets, physiques), mais parce qu'elle n'a tout simplement aucune influence sur le comportement et les décisions des producteurs (et, jusqu'à un certain point même, des consommateurs beaucoup plus soucieux d'améliorer leur accessibilité aux biens que des disponibilités monétaires inopérentes). Ce n'est pas dans l'empirée de la théorie qu'elle se fait discrète, c'est dans le quotidien de l'activité des hommes qu'elle manifeste une présence semi-fictive, puisque tout se fait indépendamment d'elle, elle qui intervient en quelque sorte pour le confort du comptable dont l'art est impuissant à agréger des tracteurs et des savonnettes.

Pour l'entreprise donc cette généreuse dotation en monnaie (scripturale) n'est pas à sa discrétion, au sens où elle n'est porteuse d'aucun pouvoir de choix entre différents biens intermédiaires, entre une affectation à l'accumulation et une rémunération plus favorable des facteurs... Cette monnaie reste un instrument entre les mains du planificateur qui l'utilise comme un moyen efficace de contrôle sur les responsables d'entreprises qui lui sont subordonnés.

Davantage encore ! Dans ce système soviétique non seulement toute la création monétaire (sous ses deux espèces) est l'œuvre de la BC, mais, du fait de l'absence totale de marchés des capitaux, la Banque est la source unique de liquidités pour toute l'économie. Le système bancaire est réduit à un cadre vide dans la mesure où il n'y a pas d'intermédiaire financier, c'est-à-dire d'agents qui remplissent la fonction de collecte des informations permettant de fonder la discrimination entre débiteurs. Pas d'intermédiaire financier, cela veut dire que, hormis la BC, aucun organisme n'est habilité, ni équipé pour accorder des crédits à court terme aux entreprises, crédits qui sont assimilables à une pure et simple distribution de monnaie.

D) Conclusion

Ce type d'économie peut être qualifié, à la suite de Kornaï, d'économie semi-monétaire en ce sens qu'elle ne joue pas sa fonction d'enregistrement et de conservation de l'information (pas de prix "économiques", pas de transactions entre échangistes exigeant une mémorisation de leur passé). La monnaie n'est donc un mode de coordination décentralisé que dans la sphère de la consommation (et encore de façon limitée puisque les ménages n'ont pas accès à la monnaie scripturale). Dans le reste de l'économie, la monnaie est réduite à une unité de compte et un moyen de paiement. Cette "monnaie-plan" ressemble à ce que l'on pourrait appeler une monnaie fictive. Partant de cette monnaie (dont on trouve encore de nombreuses rémanences dans la Russie actuelle), le nouveau régime tente d'aménager les conditions du passage à une "monnaie réelle". Il se heurte, bien entendu, dans cette entreprise, aux obstacles nombreux dont il a hérité du régime défunt.

II - L'AMÉNAGEMENT D'UNE MONNAIE "RÉELLE"

La rupture de 1989-91 inaugure donc dans la réalité (sociale et politique) de chacun des pays ex-socialistes, le début de la transformation économique qui doit mener à une économie de marché. Comme nous venons de le dire, la pièce maîtresse de cette entreprise est la construction d'un système monétaire véritable dont les deux piliers sont un système de paiement et un système bancaire hiérarchisé à deux niveaux.

A) Un système de paiement efficace ?

a - Définitions

En théorie : Nous avons déjà mentionné l'apport théorique de J. Cartelier (1991, 1996), qui définit la monnaie à partir de sa fonction transactionnelle et considère donc le système de paiement comme l'ensemble des moyens et procédures qui permettent la coordination entre les agents, c'est-à-dire le "code" qui "régit les modalités, la temporalité et la validité des transactions monétaires" (Scialom L., Zlotowski Y., 1994, p. 709).

En pratique, l'efficacité du système "signifie (...) des délais courts et (...) prévisibles pour tous les agents économiques" (Litviakov M., 1996, p. 110). Cette référence est indispensable à l'établissement de la contrainte monétaire, sans laquelle il n'y a ni économie de marché ni *a fortiori* politique monétaire.

b - Actuellement en Russie

Le système de paiement, en Russie, est organisé actuellement "autour de la BC et de son réseau de «caisses de règlement», (...) reliées entre elles par des centres de calcul" [Courrier financier de Moscou, (CFM), n° 191, 03/04/1996, p. 1]. Ces centres, qui sont en fait les anciens relais régionaux de la Gosbank, font de la BC (avec la Sberbank) le seul organisme financier à couvrir l'ensemble du territoire.

Il y a peu, les supports matériels des règlements étaient tous transmis par voie postale et ce n'est que très récemment que Moscou et quelques centres régionaux se sont dotés d'un système électronique et d'un réseau informatique moderne.

Les retards de la "province" conduisent les banques régionales à avoir un compte dans une banque moscovite, ce qui leur permet d'être réglées plus rapidement qu'en passant par le centre de règlements de la BC. C'est ainsi que se sont développées de véritables banques de clearing privées à Moscou, qui viennent pallier l'absence d'une véritable Chambre de Compensation fédérale. Les principales banques de clearing sont la Tveruniversalbank et l'Inkombank, qui

offrent des délais plus courts que ceux de la BC et s'engagent même à ne pas dépasser un certain laps de temps maximum (CFM, *ibid.* p. 2).

Les archaïsmes qui grèvent le système incitent cependant les entreprises à recourir encore massivement au cash, au troc bilatéral et à avoir tendance à se replier sur les échanges locaux (70 à 80% des paiements sont intra-régionaux). On a là l'explication du "float" important qui pèse sur le système et également de la monstrueuse dette inter-entreprise.

Mais une économie de marché exige, outre un système de paiement efficace, un système bancaire à deux niveaux.

B) Création d'un système bancaire à deux niveaux

Le monosystème est "officiellement" caduc et l'on s'est attelé (de façon plus conséquente qu'en 1988) à la tâche d'établir un système bancaire hiérarchisé à deux niveaux, conformément aux normes "classiques" avec fonction d'émission et de contrôle pour la BC et de crédit (*i.e.* d'émission de monnaie bancaire) pour les banques de second rang.

En fait les banques commerciales privées (qui ont proliféré dans les premières années) ont d'abord été des "banques de poche" (*wildcat banks*) (Johnson J-E, 1994, p. 978-79), *i.e.* des banques créées par les entreprises pour satisfaire leurs besoins en crédit et dont les actionnaires étaient en fait les principaux débiteurs.

La prolifération de ces banques constitue évidemment un danger de crédits inflationnistes et accroît considérablement le risque, à cause du relâchement des règles prudentielles ignorée par ces banques.

Pendant assez longtemps, la Banque Centrale de Russie (BCR) n'a pas pleinement assumé son rôle de supervision et de contrôle du système bancaire, et les banques, de leur côté, ne remplissaient pas leurs fonctions d'évaluation financière et de surveillance des débiteurs. Il en est résulté une entrave sérieuse à tout exercice raisonnable de la fonction d'intermédiaire financier ; (Clément-Pitiot H., Scialom L., 1995, p. 434).

Ce que l'on peut dire toutefois c'est que la BCR a tendance à renforcer actuellement sa supervision du secteur bancaire par une augmentation progressive du capital minimum exigé et un renforcement de la réglementation prudentielle (CFM, n° 208, 18/09/96, p. 1). L'action de Mme Paramonova à la tête de la BCR (comme vice-présidente de 1992 à 1994, puis présidente par intérim de 1994 à 1995) (CFM, 173, 15/11/95, p. 1) a été déterminante : réduction des crédits centralisés, instauration de critères économiques et définition d'une politique monétaire rigoureuse.

Après la crise de 1995 (crise de liquidité sans précédent qui a fait bondir, le 24/08/95, les taux interbancaires au jour le jour de 100% à 1000%) (CFM, 168, 06/09/95), la BCR, dont le statut a été modifié par la loi du 12/04/1995 (qui lui donne pour rôle de défendre la valeur de la monnaie nationale et met fin à sa subordination au gouvernement qui l'utilisait comme pourvoyeur du déficit budgétaire) (CFM, 173, 15/11/95), la BCR a engagé une véritable politique de surveillance du secteur bancaire en durcissant les conditions d'obtention des licences et en retirant ses autorisations aux banques devenues illiquides (CFM, 226, 11/02/97).

La BCR a ainsi mis en place deux indicateurs :

- les banques "enregistrées" dont l'effectif est stable : de 2598 à 2604 entre le 01/01/1996 et le 01/12/1996.
- les banques "effectivement en activité" dont le nombre a baissé de 2295 à 2053 entre ces deux dates (CFM, *ibid.*).

La BCR a en outre imposé le calcul de 13 ratios prudentiels (capitalisation, liquidité instantanée, à long terme, répartition des crédits...). La BCR a mis également en place un département de surveillance des grands établissements : OPERU-2 dans lequel sont "inscrites" 11 des plus grandes banques (Sberbank, Vneshtorgbank, Menatep...) qui représentent 80% des dépôts des ménages et 50% de l'actif total (CFM, *ibid.*).

La leçon de la crise de 1995 a été tirée également en matière de restructuration, permettant ainsi de réduire le risque de système (CFM, 225, 12/02/97). Faisant face à la disparition des ressources bon marché (comme les subventions publiques et les dépôts à taux négatifs en période hyperinflationniste), les banques ont restructuré leur passif en augmentant la valeur agrégée de leurs fonds propres de 14,4 milliards de \$ à 20,5 milliards entre le 01/01/96 et le 01/10/96 (CFM, *ibid.*). Ceci favorise d'ailleurs le développement des banques à capitaux étrangers.

C) Tentative de stabilisation monétaire

a- Le plan Gaïdar et son échec

Le surplus de liquidités qui régnait en 1991, associé à la récession économique profonde et au laxisme monétaire d'alors, a provoqué une hyper-inflation qui a fait grimper les taux jusqu'à près de 200% en 1994.

Le plan Gaïdar de 1992 était fondé sur la libération des prix et il se voulait plus largement plan de stabilisation conjoncturelle, mais aussi plan d'assainissement et de relance de l'économie par le recours au crédit international et non à des billets. C'était la première profession de foi de rigueur budgétaire dans ce pays [Vroey M. de, 1987, p. 137 et sq et Crosnier M-A., 1996, p. 9-10]

Ce plan a en grande partie échoué “car l'effet de récession dont le but était de casser le processus d'inflation, n'a pas été suivi d'une réallocation des ressources (...). L'économie russe s'est enfoncée dans un processus de dépression sans pour autant que l'inflation soit ralentie, ce qui rend d'autant plus difficiles les restructurations microéconomiques” (Varley J., 1996, p. 138).

b- Recours à une politique monétaire restrictive

Cet échec du plan Gaïdar et l'aggravation de l'inflation imposent alors une politique monétaire très rigoureuse et restrictive, fondée sur l'accroissement des réserves obligatoires des banques à la BCR, une législation sur les faillites et une tentative de résorption de la dette interentreprise (qui est très inflationniste) (Crosnier M-A, 1996, p. 10-12).

Les résultats de cette politique sont plutôt satisfaisants en termes d'inflation : taux de 2,7% par mois pour les cinq premiers mois de 1996 (CFM, 199, 11/06/96) et d'environ 22% pour l'ensemble de l'année 1996 ; on prévoit 17% pour 1997, à telle enseigne que “S. Doubine, l'actuel Gouverneur de la BCR, estime qu'il serait possible de desserrer quelque peu la politique monétaire très rigide depuis 2 ans” et dont l'objectif prioritaire était la lutte contre l'inflation (Le Monde, 22/04/1997).

III - LES OBSTACLES INSURMONTÉS SUR LA VOIE DE LA MONÉTISATION

Les avancées en vue de la monétisation de l'économie russe se heurtent à une série d'obstacles qui paraissent extrêmement difficiles à surmonter et qui sont essentiellement le produit de l'ancien système soviétique dont l'héritage pèse lourdement sur le système actuel.

A) L'héritage non liquidé

Plus en effet, sans doute, que l'échec des politiques de libéralisation menées ces dernières années, c'est le legs écrasant du système soviétique qui se manifeste à tous les niveaux ; dans la structure bancaire, dans la politique du crédit, dans le système des paiements et jusque dans les incompétences du personnel en charge des institutions financières.

a- La structure bancaire actuelle et les méthodes de gestion

Pendant un temps (jusqu'en 1993), la tutelle du Parlement sur la BCR correspondait tout à fait au principe du contrôle de la Gosbank par l'ex-Gouvernement soviétique (Johnson J-E, 1994, p. 180). Les dirigeants de la BCR se sont longtemps recommandés du conservatisme des députés d'alors pour continuer à financer à fonds perdus les entreprises non rentables.

De même que les entreprises ont longtemps “manipulé” les banques par le biais des “banques de poche” en leur extorquant des prêts qu’elles ne remboursaient pas (dans la plus pure tradition soviétique), de même le contrôle persistant des *insiders* sur les entreprises russes (héritières des managers soviétiques et de leurs ministres de tutelle) bloque le développement de la *corporate governance* des banques sur les entreprises. Cette solution (*corporate governance*) serait, sans doute, pour les banques le meilleur moyen d’échapper enfin à la domination que les entreprises exercent encore sur elles en mettant en place des mécanismes de contrôle de ces entreprises [Mesnard M., 1996, p. 149-185].

Pour l’instant, on déplore toujours le fait que derrière la façade de certains changements structurels formels se dissimule la survivance de pratiques institutionnelles anciennes.

En matière de gestion, “*les standards internationaux de comptabilité n’ont pas jusqu’à présent été imposés aux établissements de crédit russes*” (CFM, 226, loc. cit.). Une quarantaine de banques présentent déjà des bilans établis par les grandes firmes internationales d’audit, mais il faudra encore au moins deux ans pour permettre aux banques de s’adapter aux nouvelles exigences de comptabilisation (en particulier la comptabilisation des provisions et le traitement des opérations de consolidation).

Un programme de supervision et d’aide a été mis en place conjointement par la Banque Mondiale et la BERD sous le nom de “Programme de développement des institutions financières” (FDIP) qui doit contribuer à l’automatisation de 31 banques commerciales privées sous l’angle autant du financement que de l’assistance technique (CFM, *ibid.*).

Le système bancaire russe reste dans l’ensemble fragile. Après l’alerte de 1995, le printemps 1996 a été marqué par une flambée des taux d’intérêt réels (avant le premier tour de l’élection présidentielle), ce qui a provoqué l’illiquidité de nombreuses banques dont la Tveruniverslbank (17ème banque russe) qui a été liquidée sans ménagement (en un mois à peine) par la BCR (malgré, comme nous l’avons signalé, son rôle important d’institution de clearing privé) (CFM, 207, 18/09/96). Le nombre de retraits de licences s’accroît d’ailleurs régulièrement : 65 en 1994, 225 en 1995 et plus de 200 pour les 7 premiers mois de 1996.

b- Faible développement du crédit

Les établissements de crédit russes ne développent guère, encore à l’heure actuelle, leur activité d’intermédiation financière. En effet non seulement le montant total des crédits a peu augmenté, mais il a même baissé par rapport au PIB (CFM, 208, 18/09/96, p. 2).

En revanche les crédits accordés le sont davantage en roubles qu'en devises à la suite de l'appréciation nominale du rouble en 1995. La conséquence paradoxale (qui *a priori* aurait dû être positive) est plutôt négative dans la mesure où les défauts de paiement sont plus nombreux sur les paiements en roubles.

Cette fonction d'intermédiation financière, que les banques russes ne remplissent pas, est essentielle au financement des investissements à long terme, susceptibles de servir de base aux restructurations industrielles et donc au développement de l'économie de marché (et à sa monétisation) (*CFM*, 175, 29/11/95, p. 2). Les encours de crédit ont tendance à diminuer : au 01/08/1995, ils atteignaient un niveau inférieur de 40% à celui de janvier 1994.

Les banques locales elles-mêmes trouvaient des sources de profit bien plus attirantes sur le marché des titres et dans le montage d'opérations politico-industrielles que dans le financement d'investissements productifs classiques. (*Le Monde*, loc.cit.). Les banques russes, en général déçues par la baisse des taux [en particulier par les taux de rendement des obligations d'Etat (GKO) qui ont baissé de plus de 30% (en rythme annuel) ces derniers mois], se tournent vers le marché ukrainien où les profits restent attractifs.

Non seulement le crédit est donc peu développé, mais fondamentalement "*les banques n'assument pas leur fonction d'évaluation individualisée de la situation financière des débiteurs*" (Clément-Pitiot H., Scialom L., 1995, p. 438), c'est-à-dire qu'elles n'analysent pas "*la viabilité des projets*" et que les crédits "*ont donc un faible contenu informatif*". L'un des intérêts majeurs de l'intermédiation fait défaut.

Sachant qu'une banque (dans le système de marché) est une émettrice de monnaie bancaire à raison de son activité de prêteur (la monnaie centrale, émise en monopole par la BC, étant le recours pour le règlement des soldes), il apparaît qu'une pièce maîtresse du processus de monétisation est toujours manquante.

Ici encore, les crédits restent, pour une large part, l'apanage de la BC, autre vestige de l'ancien système de la Gosbank. Incontestablement, le cadavre bouge toujours !

c- Le système de paiement reste inadapté

Les délais de paiement très longs⁷ sont à l'origine d'un volume important de "float" interbancaire. Le "float" se définit comme le montant total des transactions qui "flottent" entre le compte d'un débiteur et le compte d'un crédi-

7. Voir *supra*, p. 18.

teur" (CFM, 191, 03/04/96). Ce montant circule dans le système de paiement (avant d'être effectivement débité). Il représente environ 2% du PIB.

Ces délais de paiement allongés sont un facteur important de développement de la dette interentreprise⁸. Ils présentent aussi le risque de voir les banques ou la BC détourner cette monnaie en suspension pour leurs propres besoins.

La progression des réseaux de télécommunication et le développement de l'informatisation ne sont pas encore suffisants pour libérer l'économie russe des pesanteurs qu'elle continue de subir dans ce domaine (Litviatkov M., 1996, p. 112). Ainsi même lorsque des progrès sont enregistrés, par exemple la modernisation des paiements dans certaines régions, il apparaît que les autorités locales développent des techniques et des règles qui ne sont pas compatibles entre elles. Avec donc un risque de repliement des régions sur elles-mêmes et des conséquences fâcheuses sur une allocation rationnelle des ressources dans l'espace économique.

d- Survivance de la nomenklatura bancaire

1/ La frénésie de création de nouvelles banques au début de la libéralisation ne doit pas dissimuler le fait qu'une "bonne partie des grandes banques actuelles sont des émanations des anciennes banques d'Etat" (Mesnard M., 1996, p. 172). Et si une bonne partie du personnel a été renouvelée (notamment dans les domaines des activités financières nouvelles), la grande majorité du personnel est restée naturellement fidèle à ses vieilles habitudes, "ne comprenant ni l'esprit du métier bancaire, (...), ni les contraintes financières à respecter" (*ibid.*). Leur objectif est avant tout de préserver leurs positions en faisant "le gros dos". L'ex-ministre libéral des Finances, S. Fedorov se plaignait d'un directeur de banque de Tver qui était capable de parler de personnel, de la moisson, de tout sauf de monnaie. Il ajoutait que ce type d'homme était plus préoccupé de soutenir les entreprises industrielles (leur fonction traditionnelle) que de créer un véritable système financier de marché (Johnson J-E., 1994, p. 173). Geraschenko, ancien gouverneur de la Gosbank et qui est resté longtemps à la tête de la nouvelle BCR, est le symbole vivant de cette nomenklatura.

Les résistances au changement sont donc considérables et subsisteront sans doute aussi longtemps que ces hommes et ces femmes continueront à occuper des positions dans le système.

2/ Ceci pose également le problème de la formation d'un personnel compétent, capable de gérer une offre de monnaie adaptée, de savoir évaluer les risques d'un véritable marché financier. A défaut, l'activité de prêt est une

8. Elle continue de gonfler. Cf. *Le Monde*, *op. cit.*

activité lourde de risques (ce qui explique sans doute également le faible développement du département crédit dans les banques russes).

B) Les obstacles sont aussi d'ordre psychologique

Pour que soit réalisée la monétisation des économies en transition, nous rappelle L. Raineau (reprenant une thèse de M. Aglietta), l'une des conditions impératives est *"la confiance de tous les agents dans la monnaie et dans le maintien de son rôle dans l'échange"* (Raineau L., 1996-1, p. 10).

Or *"la relation banque-déposants se caractérise par une défiance généralisée à l'égard de toute monnaie scripturale et une préférence corrélative des agents pour le cash"* (Clément-Pitiot H., Scialom L., 1995, p. 438). Cette préférence et l'activité qui la prolonge (*"la course aux espèces"*) sont un obstacle à un contrôle efficace des autorités monétaires sur le circuit fiduciaire : les déperditions de monnaie fiduciaire sont énormes, alimentant les activités illicites et maffieuses et reflétant la profonde défiance à l'égard des banques. Illustration éloquentes : les dépôts d'épargne (à la Sberbank) diminuent (ainsi d'ailleurs que les dépôts dans les banques commerciales) (Scialom L., Zlotowski Y., 1994, p. 713), ce qui semble confirmer la méfiance des agents à l'endroit des institutions financières et bancaires.

La crise endémique de liquidité qui s'ensuit ne permet pas de faire avancer la monétisation, mais entraîne, au contraire, une démonétisation de l'économie russe.

CONCLUSION

Si la monétisation des économies en transition repose sur la confiance dans la monnaie, le respect de la contrainte monétaire (qui oblige tous les agents à n'échanger que contre paiement monétaire) et sur le respect de la contrainte budgétaire (qui impose à tous d'avoir des dépenses qui n'excèdent pas les recettes), on peut dire que cette monétisation est loin d'être réalisée dans la Russie de 1997.

En effet, la défiance à l'égard de la monnaie est encore forte, les échanges n'ont pas toujours de contrepartie monétaire (développement du troc qui connaît toutefois un certain recul récemment) et le développement du crédit interentreprise qui affranchit les entreprises de la contrainte budgétaire, autant d'éléments qui constituent la négation des conditions énoncées (par Raineau L., 1996-1, p. 10-12).

M. Aglietta insiste sur l'idée de la monnaie comme lien social. Qu'en est-il du lien social en Russie ? La Russie est encore handicapée par une grave crise de conscience, consécutive au choc de la rupture systémique, la société russe a du mal à se réconcilier avec sa propre histoire et donc avec elle-même. Période pour le moins critique pour la solidité du lien social.

Précisément, soutient Aglietta (1990, p. 1050), "*la monnaie est le lien social et elle n'est que le lien social*". La monnaie est ici comprise comme le médium unique et homogène dans la communauté des paiements qui suppose un "*système de compensation centralisé et de règlement ultime dans une monnaie centrale unique*" (*ibid.*).

La Russie ne paraît pas encore répondre aux critères de cette "communauté de paiements" car les institutions financières ne disposent pas encore de dispositif de mémorisation, dans la mesure où elles n'enregistrent pas et ne conservent pas l'information⁹.

La Russie n'a donc pas achevé le passage de la monnaie "fictive" à la monnaie "réelle". Doit-on s'en étonner ? Il faut au contraire insister sur le fait que ce processus ne peut être que très long et très complexe, dans la mesure où les séquelles du système soviétique ne sauraient se solder d'un trait d'écriture et que la mise en place d'institutions entièrement nouvelles rencontre nécessairement les résistances, les pesanteurs d'une société dont la plasticité n'était pas la caractéristique principale.

Toutefois, il nous semble que les réformes réalisées, même encore partielles et parfois balbutiantes, constituent, malgré tout, un progrès ; et que la victoire sur l'inflation, la stabilisation du rouble, la lente restructuration du système bancaire en cours en ce moment, sont des éléments prometteurs.

9. Ceci signifie en fait que fait défaut ici essentiellement le règlement compensé des soldes qui relève du prêteur en dernier ressort (la BC), pilier du système bancaire à deux niveaux. C'est en ce sens que la fonction principale de l'enregistrement des transactions n'est pas remplie.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGLIETTA M., ORLEAN A. (1982), *La violence de la monnaie*, Paris, PUF.
- AGLIETTA M., (1990), "La monnaie" in : GREFFE X. et alii..., *Encyclopédie économique*, Paris, Economica.
- AGLIETTA M., (1994), "Ordre monétaire et banques centrales", in : ORLEAN A., *Analyse économique des conventions*, Paris, PUF, pp. 189-218.
- ANDREFF W., (1993), *La crise des économies socialistes. La rupture d'un système*, Grenoble, PUG.
- BENETTI C., (1985), "Economie monétaire et économie de troc : la question de l'unité de compte commune", *Economie appliquée*, XXXVIII, 1, pp. 85-109.
- BOISSIEU C. de, COHEN D., PONTBRIAND G. de, (1993), "Gérer la dette interentreprise", *Economie Internationale*, n° 54, pp. 105-120.
- CARTELIER J. (1991), "Monnaie et système de paiement : le problème de la formation de l'équilibre", *Revue française d'économie*, VI, 3, été 1991, pp. 3-37.
- CARTELIER J. (1996), *La Monnaie*, Paris, Flammarion.
- CLEMENT-PITOT H., SCIALOM L., (1995), "Réformer l'intermédiation financière en Russie : des options", *Revue Economique*, Vol. 46, 2, pp. 433-455.
- LE COURRIER FINANCIER DE MOSCOU, Ambassade de France à Moscou, 1995, 1996, 1997.
- CROSNIER M-A, (1996), "Bilan économique de la présidence Eltsine", *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 408, avril, pp. 3-27.
- DEMBINSKI P-H., ((1988-1), "Quantity versus allocation of money : monetary problems of the centrally planned economies reconsidered", *Kyklos*, Vol. 41, 2, pp. 281-300.
- DEMBINSKI P-H (1988), *Les économies planifiées, la logique du système*, Paris, Seuil.
- DEMBINSKI P-H, (1991), "La monnaie. Création monétaire et financement des déficits publics" in : DUCHENE G., TARTARIN R., *La Grande Transition*, Paris, Cujas, pp. 125-137.
- DIATKINE S., (1992), *Institutions et mécanismes monétaires*, Paris, A. Colin.
- DIATKINE S., (1995), *Théories et politiques monétaires*, Paris, A. Colin.
- GRANVILLE B., (1995), *The succes of russian economic reforms*, London, The Royal Institute of international affairs.
- HAHN F., (1984), *Monnaie et inflation*, Paris, Economica.
- IVANTER V.V., SAPIR J. (ed.) (1995), *Monnaie et finances dans la transition en Russie*, Paris, L'Harmattan.
- JESSUA C., (1991), *Histoire de la théorie économique*, Paris, PUF.
- JOHNSON J-E, (1994), "The Russian Banking System : Institutional Responses to the Market Transition", *Europe-Asia Studies*, Vol. 46, 6, pp. 971-995.

KING R.-G., PLOSSER C-I, (1986), "Money as the mechanism of exchange", *Journal of Monetary Economics*, Vol. 17, 1, janv., pp. 93-117.

KIYOTAKI N., WRIGHT R., (1989), "On money as a medium of exchange", *Journal of Political Economy*, Vol. 97, pp. 927-954.

KORNAI J. (1984), *Socialisme et économie de la pénurie*, Paris, Economica.

KORNAI J., (1996), *Le système socialiste. L'économie politique du communisme*, Grenoble, PUG.

LACQUE-LABARTHE D. (1994), "L'organisation de systèmes bancaires sûrs et efficaces en Europe Centrale et Orientale", Banque de France, *Cahiers Economiques et monétaires*, n° 41, pp. 179-202.

LE MONDE, Paris, 22/04/1997.

LEPAGE J-M, (1991), *Economie monétaire*, Paris, Cujas.

LITVIAKOV M., (1996), "Le système de paiement en Russie : une proposition de réforme", *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, Vol. 27, 2, pp. 109-122.

MAYER T (ed.), (1990), *Monetary theory*, Aldershot, An Elgar Reference Collection.

MESNARD M., (1996-2), "Corporate governance et réforme du système bancaire en Fédération de Russie", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 27, 2, pp. 149-185.

MOTAMED-NEJAD R., (1995), "Quels mécanismes de financement pour quel système monétaire en Russie ?", ronéotypé, 38 p.

MOTAMED-NEJAD R., (1996-2), "Monnaie et travail en Russie ; fondements et enjeux d'une déconnexion", *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, Vol. 27, 2, pp. 53-108.

MOURGUES M. de, (1991), *La monnaie. Système financier et théorie monétaire*, Paris, Economica.

NOVE A., (1981), *L'Economie soviétique*, Paris, Economica.

ORLEAN A., (1991), "L'origine de la monnaie", *Revue du MAUSS*, n° 14, pp. 126-152.

ORLEAN A., (1992), "La monnaie comme lien social. Etude de Philosophie de l'argent de Georg Simmel", *Genèses* 8, juin, pp. 86-107.

OSTROY J-M, (1989), "Money and general equilibrium theory", *The New Palgrave, Money*, Macmillan, pp. 783-786.

OSTROY J-M, STARR R-M, (1974), "Money and the Decentralization of Exchange", *Econometrica*, Vol. 42, 6, pp. 1093-1113.

OSTROY J-M, STARR R-M, (1990), "The transactions role of money" in : FRIEDMAN B-M., HAHN F-H, *Handbook of monetary Economics*, North-Holland, pp. 4-61.

RAINEAU L., (1996-1), "Transformation du système d'information et transition vers l'économie de marché ; l'exemple de la Russie", mimeo, ROSES, 22 p.

RAINEAU L., (1996-2), "Le système des prix dans la transition russe vers l'économie de marché", *Revue d'études comparatives Est-ouest*, Vol. 27, 2, pp. 25-52.

SAPIR J., (1990), *L'économie mobilisée*, Paris, La Découverte.

SAPIR J., (1996), *Le Chaos russe*, Paris, La Découverte.

SCIALOM L., ZLOTOWSKI Y. (1994), "Les fondements institutionnels de la crise monétaire russe, un éclairage théorique", *Revue d'économie politique*, 104, 5, sept-oct, pp. 702-718.

SEUROT F., (1983), *Inflation et emploi dans les pays socialistes*, Paris, PUF.

SEUROT F., (1996), *Les causes économiques de la fin de l'Empire soviétique*, Paris, PUF.

SIGEL T., (1995), "Russian banking : chaos in transition", *Transition*, 15/03/1995.

TRANSITION, Vol. 2, n° 10, n° spécial "Banking", 17/05/1996.

TREISMAN D., (1995), "The politics of soft credit in post-soviet Russia", *Europe-Asia Studies*, Vol. 47, n° 6, pp. 949-976.

VARLEY J., (1996), "Le processus économique de reconversion et le rôle de l'Etat", in : *Revue d'Etudes comparatives Est-Ouest*, vol. 27, n° 2, juin, pp. 123-138.

VROEY M. de, (1987), "La possibilité d'une économie décentralisée. Esquisse d'une alternative à la théorie de l'équilibre général", *Revue économique*, n° 3, mai, pp. 773-805.

WALRAS L., (1952), *Eléments d'économie politique pure ou Théorie de la richesse sociale*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence.